



*Inauguration de l'exposition Jaurès aux Archives  
La CGT-Culture interpelle  
le Premier ministre  
sur la situation du Ministère de la Culture*

*Hier soir, vers 18 heures, une vingtaine de militants de la CGT-Culture, représentant les nombreux secteurs du Ministère se sont « invités » à l'inauguration de l'exposition « Jaurès » aux Archives nationales. Les enfants de Jaurès ont interpellé le Premier ministre sur la situation déplorable du Ministère.*

*La discussion avec le Premier ministre a porté sur toutes les questions d'actualité :*

▶ *la baisse de cinquante milliards de dépenses publiques, les conséquences sur les crédits du Ministère et des établissements publics et le développement des ressources propres pas toujours très propres... ;*

▶ *la fragilité du Ministère après le raboutage de la RGPP, « un ministère saigné à blanc » ; et l'absence cruelle de visibilité des politiques culturelles du Ministère ;*

▶ *l'état désastreux des carrières des personnels et de leurs rémunérations ;*

▶ *les retards pris en matière de titularisation dans le cadre de la loi Sauvadet ;*

▶ *l'organisation déficiente des concours faute de moyens ;*

▶ *l'augmentation des droits d'entrée dans les musées et des droits d'inscription dans les écoles ;*

▶ *la question de la cohérence des politiques publiques culturelles sur l'ensemble du territoire et le dépeçage des DRAC avec la dernière loi de décentralisation ;*

▶ *le devenir des Archives nationales sur les trois sites franciliens ;*

▶ *la politique immobilière de l'Etat et ses conséquences sur les DRAC, les logements de fonction et les conditions de travail des personnels ;*

▶ *les mobilisations des personnels en cours dans le secteur du service public de l'archéologie préventive et des DRAC ;*

▶ *le devenir du Ministère dans le cadre d'un gouvernement resserré ...*

*Suite à la discussion, ils ont demandé et obtenu que l'intersyndicale du Ministère soit reçue en urgence à Matignon sur la situation du Ministère de la Culture et de la Communication.*

**Compte rendu détaillé au verso...**

## ***Compte rendu détaillé des discussions avec le Premier ministre***

Suite à l'annonce par le Président de la République de la baisse de cinquante milliards de dépenses publiques, la CGT-Culture a exposé au Premier ministre les plus grandes difficultés de notre Ministère. Elle a demandé que cesse toute suppression de crédits supplémentaires et d'emplois dans les prochaines années au risque de voir le ministère perdre sa raison d'exister et que l'Etat ne soit plus en mesure de concevoir, d'impulser et de mettre en oeuvre les politiques publiques culturelles sur l'ensemble du territoire. Il a été rappelé que le passage de la RGPP avait amené Aurélie Filippetti à dire que « *le ministère avait été saigné à blanc* ». A cela, vient s'ajouter la très grande pauvreté du discours du Président de la République en matière de Culture : l'ensemble du positionnement de François Hollande sur ces questions confine à l'abandon de toute place de l'Etat en matière de Culture. Ceci est vivement ressentie par les personnels et leur attente dans ce domaine est très grande.

Il a été rappelé que ces dernières années les diminutions de crédits ont été douloureuses pour les services et les usagers. La baisse de 20 % de crédits de subventions aux établissements patrimoniaux et de 10 % à ceux du spectacle vivant dans les deux dernières années a des conséquences sur les politiques publiques culturelles et leur financement. L'augmentation non seulement du droit d'entrée dans les musées mais aussi des droits d'inscription dans toutes les écoles du ministère allant de 20 % à 70 % entre 2008 et 2013 est clairement à l'opposé de toute politique de démocratisation culturelle. Devant une telle situation, il a été signalé que les établissements publics recourent à des ressources dites propres mais qui ne le sont pas toujours d'un point de vue fiscal....

La délégation a fortement insisté sur les très mauvaises carrières de tous les agents du Ministère de la culture. Rien n'y a échappé : gel du point d'indice, perte mensuelle de pouvoir d'achat, taux de promotion, régime indemnitaire, organisation des concours, titularisation Sauvadet, mobilité, précarité, etc... et qu'en définitive la situation devenait intenable pour tous les agents du Ministère. Le Premier ministre a mis en avant la refonte de la grille salariale des catégories C ; nouvelle grille qui ne compense en rien les pertes de pouvoir d'achat, a-t-on rappelé !

Sur la décentralisation, il a été rappelé que les personnels du Ministère, et notamment ceux des directions régionales des affaires culturelles fortement mobilisés sur ces questions, étaient très inquiets de voir que la cohérence des politiques du ministère sur l'ensemble du territoire étaient mises en péril en raison de la possibilité de délégations de compétences à la carte. Le Premier ministre a rappelé la place des collectivités dans le champ des politiques publiques culturelles, le rôle que cela pouvait avoir dans la cadre de l'attractivité d'un territoire mais que l'Etat avait besoin des DRAC et que le gouvernement n'avait nullement l'intention de s'en séparer !

Il lui a été demandé, puisque la culture deviendrait une compétence partagée, d'inscrire dans le futur projet de loi un dispositif permettant à l'Etat de construire avec les collectivités territoriales les politiques publiques culturelles.

Suite à une question, le Premier ministre a rappelé qu'il n'était pas question de décentraliser l'abbaye du Mont-Saint-Michel du CMN à la Collectivité.

Sur le devenir des Archives nationales sur les trois sites franciliens et après l'abandon du projet de la maison de l'histoire de France, la question du devenir du site parisien des Francs Bourgeois notamment a été posée au Premier ministre, faute de réponse du cabinet de la Ministre de la Culture.

Suite à la forte mobilisation des personnels du service public de l'archéologie préventive en novembre 2013, il a été souligné l'absence d'avancées significatives dans les négociations avec le Cabinet de la Ministre de la Culture.

Sur l'épineuse question de la politique immobilière de l'Etat, il a été rappelé que près de soixante services territoriaux de l'architecture et du patrimoine avaient déménagé ces dernières années dans l'unique souci de supprimer des mètres carrés et sans considération des conditions de travail des personnels, de l'accueil des usagers ni des deniers publics. Enfin, il a été demandé que la question des logements de fonction au Ministère de la Culture soit réexaminée en tenant compte des particularités du Ministère.

Enfin, dans l'hypothèse d'un gouvernement resseré, le Premier ministre a tenu à affirmer très joyeusement, que le ministère de la Culture aura toute la place d'un ministère de plein exercice !

Après une vingtaine de minutes de débats, la CGT-Culture a demandé et obtenu que l'intersyndicale du Ministère soit reçu à Matignon en urgence sur la situation du Ministère de la Culture.

Paris, le 5 mars 2014